

Qu'est-ce qu'un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) ?

➔ Une obligation législative

La loi a donné aux Conseils Généraux ■ 714013 le pouvoir et l'obligation d'établir un plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature à l'intérieur duquel s'intègre le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR). Ce dernier a pour objet de favoriser la découverte des sites naturels et des paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée ; elle accorde par ailleurs aux chemins inscrits sur ce plan une protection juridique spéciale.

- Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat Articles 57 et 58
- Circulaire du 30 août 1988 relative au PDIPR
- Loi 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit

- ✕ *Différentes formes de randonnées sont concernées : la simple promenade ou les grands itinéraires de randonnée ; la forme pédestre et éventuellement équestre.*
- ✕ *Pour les véhicules à moteur, le département peut aussi intégrer un plan des itinéraires de randonnée motorisée dans les mêmes conditions que celles prévues pour le PDIPR.*

➔ Qui a l'initiative du PDIPR ?

Le département est tenu d'établir un PDIPR, mais aucune date limite d'adoption ni de délai de mise en oeuvre, ni conditions d'élaboration et d'adoption du plan n'ont été imposés par la loi si ce n'est que :

- le Conseil Général doit délibérer pour approuver le principe de l'élaboration et l'adoption du plan ;
- les communes concernées par les itinéraires doivent obligatoirement donner leur avis sur le projet de plan et lorsque des chemins ruraux doivent y être inscrits, elles doivent donner un avis conforme (c'est à dire que le Conseil Général doit s'y conformer à la différence de l'avis simple) ;
- les itinéraires qui empruntent des chemins privés doivent faire l'objet **d'accords de leurs propriétaires sous forme de convention** ■462102.

➔ Quels chemins peuvent être empruntés par le PDIPR ?

✕ *Fiches statuts des chemins ■635101 à ■635108*

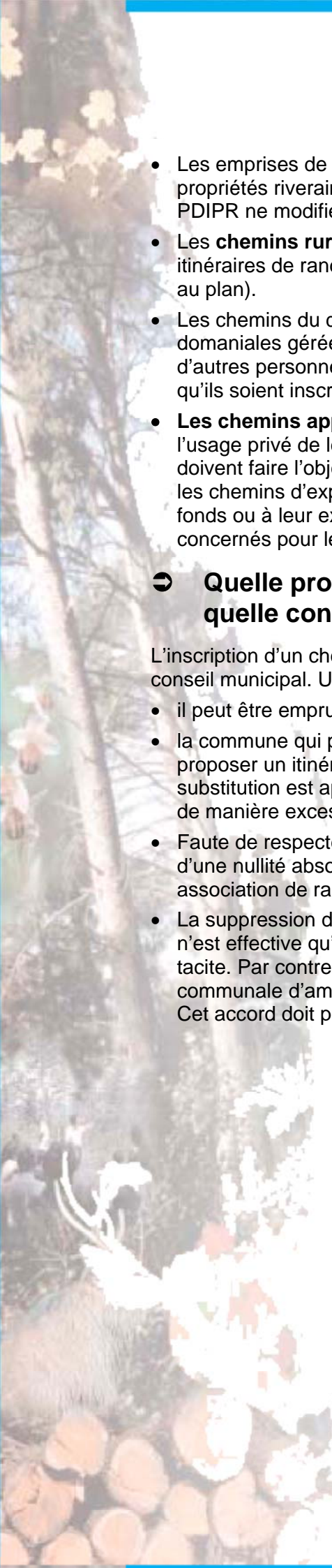
- En premier lieu les voies publiques : routes nationales et départementales ainsi que voies communales. Ces voies ne subissent aucune modification de leur régime juridique du fait de leur inscription au plan.
- Les chemins relevant du domaine privé du département : outre les routes départementales qui appartiennent au domaine privé du département, celui-ci peut également être propriétaire de chemins qu'il affecte à son domaine privé ; on pense à des chemins compris dans son domaine privé forestier. Pour qu'ils soient inscrits au plan, ils doivent faire l'objet de conventions écrites.

Centre Régional de la Propriété Forestière



Provence
Alpes
Côte d'Azur



- 
- Les emprises de la servitude destinée à assurer le passage des piétons sur les propriétés riveraines du domaine public maritime : l'inscription de ces sentiers dans le PDIPR ne modifie en rien la charge foncière instituée par la loi au profit des piétons.
 - **Les chemins ruraux** §635104 et §635105 : ils constituent l'assise principale des itinéraires de randonnée (voir ci-après régime juridique découlant de leur inscription au plan).
 - Les chemins du domaine privé de l'Etat (chemins affectés à l'exploitation des forêts domaniales gérées par l'Office National de la Forêt §790001) ou ceux appartenant à d'autres personnes publiques (collectivités publiques, établissements publics). Pour qu'ils soient inscrits au plan, ils doivent faire l'objet de conventions écrites.
 - **Les chemins appartenant à des personnes privées** : ces chemins sont réservés à l'usage privé de leurs propriétaires. §635102. Pour qu'ils soient inscrits au plan, ils doivent faire l'objet de conventions écrites. §462102 Parmi ces chemins, il peut y avoir les chemins d'exploitation qui servent exclusivement à la communication entre divers fonds ou à leur exploitation : ceux-là requièrent l'accord de tous les propriétaires concernés pour leur inscription au plan. §635103.

➞ **Quelle procédure pour l'inscription des chemins ruraux et quelle conséquence entraîne leur inscription au PDIPR ?**

L'inscription d'un chemin rural au PDIPR doit être subordonnée à une délibération du conseil municipal. Une fois que le chemin rural est inscrit au PDIPR :

- il peut être emprunté sans convention ;
- la commune qui projette son aliénation ou sa suppression doit obligatoirement proposer un itinéraire de substitution au Département qui donne son accord si cette substitution est appropriée à la pratique de la randonnée et n'allonge pas le parcours de manière excessive ou ne diminue sensiblement la qualité des paysages traversés.
- Faute de respecter cette obligation, la suppression ou l'aliénation sont sanctionnées d'une nullité absolue, c'est à dire que toute personne qui y a intérêt (notamment association de randonneurs ou le département lui-même) peut saisir la justice.
- La suppression d'un chemin rural qui résulte d'une opération d'aménagement foncier n'est effective qu'après délibération favorable du conseil municipal ou acceptation tacite. Par contre lorsque le chemin rural est inscrit au PDIPR la Commission communale d'aménagement foncier doit attendre un accord explicite de la commune. Cet accord doit proposer un itinéraire de substitution.